



BNP PARIBAS

AGENCE CREDIT BORDEAUX

Bâtiment ALIZÉ

106/108 avenue John Fitzgerald KENNEDY

CS 70110

33701 MERIGNAC CEDEX

+33 (0)1 60 94 26 75

mescautions@bnpparibas.com

COPIE

RMG

A l'attention de PHILIPPE WEIDMANN

PARC TECHNOLOGIQUE

4 AVENUE JEAN BERTIN

BP 77971

21079 DIJON

A Mérignac, le 08 juin 2023

Objet : Contrat 02555 KSD 108919/60

Bonjour,

Nous vous prions de bien vouloir trouver ci-joint l'original de l'acte de caution de 180 335.54 euros en faveur de la PREFECTURE DU DOUBS que nous vous laissons le soin de remettre au bénéficiaire.

Nous vous rappelons que cet engagement lie la banque à un tiers et ce jusqu'au 21/11/2025.

Si vous souhaitez mettre un terme à cet engagement avant l'échéance, vous devrez nous transmettre l'un des documents suivants :

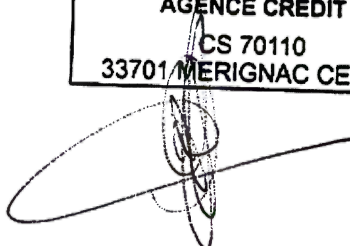
- Restitution de l'acte original joint à ce courrier avec courrier d'accompagnement du bénéficiaire
- Attestation de main levée du bénéficiaire

Nous vous remercions de bien vouloir effectuer votre demande de mainlevée directement via Connexis Guarantee.

Nous vous en souhaitons bonne réception et vous prions d'agréer, cher client, l'assurance de notre considération distinguée.

Le domaine Engagements par signature

BNP PARIBAS
AGENCE CREDIT
CS 70110
33701 MERIGNAC CEDEX





Référence interne : 2305040067117 - CXG2305027322 – 02555 KSD 108919/60 – AS

ACTE DE CAUTIONNEMENT SOLIDAIRE

La société **BNP PARIBAS**, Société anonyme au capital de 2.468.663.292 euros, dont le siège social est à PARIS (75009), 16 boulevard des Italiens, immatriculée sous le numéro 662 042 449 - RCS de PARIS - Identifiant CE FR 76662042449 - Orias numéro 07 022 735 - ADEME n° FR200182_03KLJL, représentée par ses mandataires :

Alexandre PERRET

De son **AGENCE CREDIT BORDEAUX - EPS**, dont l'adresse est à MERIGNAC CEDEX (33701), Bâtiment ALIZE, 106-108 avenue John Fitzgerald Kennedy, CS 70110, dûment habilités à cet effet.

Après avoir rappelé qu'il a été porté à sa connaissance que :

la société **RMG**, Société par actions simplifiée à associé unique au capital de 300 000,00 euros, dont le siège social est à PESSANS (25440), Lieu-dit Sur l'Arthe, Route de Pointvillers, immatriculée au R.C.S. de BESANCON, sous le n° 307401059, ci-après dénommée "**le cautionné**", titulaire de l'autorisation donnée par arrêté préfectoral en date du **21 mai 2008 (référence : n° DDD/5B/N° 2008 2105 02178) et par arrêté préfectoral en date du 28 mars 2023 (référence : n° 25-2022-03-28-00002 / Prolongation de la durée d'exploitation)** du Préfet du DOUBS d'exploiter une carrière existante à ciel ouvert de roche massive (calcaire) sur les communes de **CHAPPELLE D'HUIN et de SOMBACOUR**, au lieu-dit "**LES MALFUCHAUX**", nomenclature n°**2510-1**, a demandé à la société susmentionnée ci-après dénommée "**la caution**" de lui fournir son cautionnement solidaire, déclare par les présentes, en application de de l'article L.516-1 et des articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement, se constituer caution solidaire en renonçant aux bénéfices de division et de discussion, d'ordre et pour le compte du cautionné dans les termes et conditions ci-après :

Article 1 Objet de la garantie

La présente garantie constitue un engagement purement financier. Elle est exclusive de toute obligation de faire et elle est consentie dans la limite du montant maximum mentionné à l'article 2 du présent acte en vue de garantir au préfet mentionné le paiement en cas de défaillance du cautionné des dépenses liées à la remise en état du site après exploitation (et éventuellement surveillance et intervention en cas d'accident des stockages de déchets inertes).

La présente garantie ne couvre pas les indemnisations dues par l'exploitant aux tiers qui pourraient subir un préjudice par le fait de pollution ou d'accident causé par l'activité de ce dernier, ni les engagements et obligations dus par l'exploitant au titre de la responsabilité environnementale.

Article 2 Montant

Le montant maximum de cautionnement est de : **180 335.54 euros (cent quatre-vingt mille trois cent trente-cinq euros et cinquante-quatre centimes)**

Mise en jeu partielle de la garantie :

En cas de mise en jeu partielle, le montant du présent engagement se réduira à due concurrence de telle sorte qu'il ne pourra plus être demandé à la caution qu'une somme égale à la différence entre l'encours du cautionnement à cette date et les sommes réglées au titre des mises en jeu partielles.



Article 3 Durée et renouvellement

3.1. Durée.

Le présent engagement de caution **prend effet à compter du 21 mai 2023 et expire le 21 novembre 2025 à 18 heures**, sauf si l'exploitation ne nécessite plus une garantie financière au titre des articles L. 516-1 et L. 516-2 du code de l'environnement. Passé cette date ou après décision du préfet de lever l'exigence de garantie financière, il ne pourra plus y être fait appel.

3.2. Renouvellement.

Le cautionnement pourra être renouvelé dans les mêmes conditions que celles objets des présentes, sous réserve :
- que le cautionné en fasse la demande au moins six (6) mois avant l'échéance ; et
- que la caution marque expressément son accord de renouvellement au bénéficiaire.

Cet accord devra intervenir, conformément aux dispositions de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, au moins trois mois avant l'échéance du cautionnement.

3.3 Non-renouvellement.

En cas de non-renouvellement du cautionnement, la caution informera le préfet par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois mois avant l'échéance du cautionnement. Cette obligation est sans effet sur la durée de l'engagement de caution.

Les dispositions du présent article 3;3 s'appliquent exclusivement aux cautionnements à émettre à compter du 1er juillet 2012

3.4 Caducité.

Le cautionnement deviendra automatiquement caduc et la caution sera libérée de toute obligation en cas de fusion-absorption du cautionné après autorisation de changement d'exploitant en faveur de l'absorbant.

Article 4 Mise en jeu de la garantie

En cas de non-exécution par le cautionné d'une ou des obligations mises à sa charge et ci-dessus mentionnées, le présent cautionnement pourra être mis en jeu uniquement par le préfet susvisé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à la caution à l'adresse ci-dessus indiquée, dans l'un des cas suivants :

- soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêté de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés au cautionné mais qu'ils sont restés partiellement ou totalement infructueux ;
- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard du cautionné ;
- soit en cas de disparition du cautionné personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès du cautionné personne physique.

Dans tous les cas, aux fins de mettre en jeu le cautionnement, le préfet devra mentionner que les conditions précisées ci-dessus ont été remplies.

Article 5 Attribution de compétence

Le présent cautionnement est soumis au droit français avec compétence des tribunaux français.

Fait à Mérignac, le 08 juin 2023
BNP PARIBAS

Alexandre PERRET

